L'Afrique des Grands Lacs : drames et désinformation

À peine annoncé pour la journée du 9 mars dernier, le colloque intitulé "L'Afrique des Grands Lacs : 60 ans de tragique instabilité" provoquait un tollé et de multiples interventions des lobbies et relais d'opinion, aux ordres du gouvernement rwandais, pour le faire (d'ailleurs sans succès) annuler. Ce sont les mêmes ou leurs ascendants qui soutenaient Boudarel, face à ses anciennes victimes du "camp Viet 113", ou le FLN pendant la guerre d'Algérie. En l'occurrence, ils suspectaient que le titre générique et volontairement neutre de cette conférence ferait apparaître des éléments mettant en cause leur héros : Paul Kagamé, Président du Rwanda, ainsi que la version imposée depuis 26 ans par ce dernier sur les massacres qui ensanglantent cette région.

Cette rencontre n'était pas le fait de quelques complotistes, comme prétendu par ses détracteurs. Il s'agissait, répondant aux mensonges et affabulations, dont la mise en cause répétitive de l'armée française, accusée de complicité de génocide au cours de l'Opération Turquoise, de rétablir la vérité sur les points essentiels de ce dossier. Il s'agissait aussi, au travers des témoignages les plus autorisés et à un haut niveau, de percevoir pourquoi, dans cette Afrique des Grands Lacs, des atrocités de masse sont systématiquement occultées par une Justice, dite "internationale", bon nombre de médias, de chercheurs et d'historiens.

Abrité par le Sénat, avec le parrainage de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et le soutien du Dr Mukwege, Prix Nobel de la Paix, le colloque réunissait de nombreuses personnalités, dont les anciens ministres (Gérard Longuet, Alain Richard, Hubert Védrine), d'anciens ambassadeurs français et étrangers, en fonction dans cette région à l'époque des faits et une bonne dizaine d'hommes politiques, journalistes, historiens et universitaires européens, américains, canadiens et africains.

En dépit de ces pressions, ressortant, selon Hubert Védrine, "*de méthodes staliniennes inacceptables, intolérables pour interdire de parole ceux avec qui on n'est pas d'accord*", et de l'usage "ad nauseam" de l'accusation de "négationnisme", terme définitif qui clôt toute discussion, les débats se sont déroulés dans une ambiance sereine et courtoise.

Ce que l'on retiendra de ces échanges peut se résumer en quelques constats dont certains sont des plus dérangeants pour la thèse officielle colportée par Kigali et ses soutiens, de part et d'autre de l'Atlantique.

Les conflits interethniques...

- Comment expliquer, en effet que la région des Grands Lacs, constituée par la République Démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda, qui

représente 1/8ème de la population africaine, concentre 1/3 des conflits depuis les années 60 ?

- Comme en beaucoup d'autres endroits en Afrique, le tracé des frontières au moment de la décolonisation, ne tenant pas compte de la réalité ethnique, a entraîné la sur-inflammation de querelles aux origines les plus lointaines. Mais si les massacres commis par les Hutus en 1994 sont largement dénoncés, on évoque moins les massacres de Hutus par l'armée essentiellement Tutsi, au Burundi en 1972, la violente entrée en force au Rwanda, depuis l'Ouganda, en 1990, du Front Patriotique Rwandais, composé d'exilés Tutsis ou, en 1996 l'élimination par des milices aux ordres de Kigali, des camps de réfugiés Hutus au Sud-Kivu (RDC) et des disparitions consécutives, portant sur des centaines de milliers d'individus...
- Aucun intervenant au Colloque n'a nié la réalité du génocide des Tutsis du printemps et de l'été 1994, au Rwanda. Il a été cependant souligné que la simultanéité de l'attentat contre l'avion du président du Rwanda et le déclenchement de l'offensive des troupes du FPR ne laissait guère de place au hasard...
- On a souhaité, en outre, que soient publiées certaines enquêtes du Tribunal Pénal International sur le Rwanda, relatives aux massacres opérés par le FPR et son armée, enquêtes classées "secret défense" par Washington.
- Si l'intervention française, dans le cadre de l'Opération Turquoise, a été unanimement saluée par les participants, on s'est plu à rappeler qu'elle avait été rendue nécessaire par le retrait des forces de l'ONU, présentes au Rwanda et la "démission de la communauté internationale" face à la tragédie.
- D'une manière générale, c'est le caractère exemplaire et unique du génocide de 1994 dont les autorités de Kigali ont fait leur fonds de commerce qui se trouve unanimement contesté par les intervenants. Les seules victimes dignes de compassion seraient celles résultant de ces trois mois de tueries, les autres n'ayant droit qu'à l'oubli... ou au mépris.

... et les intérêts géostratégiques

Derrière ces drames humains perpétuellement recommencés, plusieurs participants se sont employés à mettre l'accent sur l'implication des intérêts géopolitiques et

Témoignages...

■ **Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères, à propos de l'accusation de 'révisionnisme' : "*L'histoire est une révision permanente. Ce qui n'est pas tolérable, c'est d'empêcher les voix discordantes de s'exprimer. Or, le débat a été verrouillé en France par une cinquantaine de personnes qui répètent toujours la même chose, rendant impossible l'administration de la preuve.*"

■ **L'ambassadeur Pierre Jacquemot** qui a été en poste à Kinshasa, qualifiant les guerres qui ont dévasté et dévastent encore la RDC : "*La pire situation depuis la seconde guerre mondiale.*"

■ **Un participant** (rappelant que la Cour internationale de Justice a condamné l'Ouganda à réparer les conséquences de son invasion de l'Est de la RDC pour "violation des lois internationales sur les droits de l'homme", "usage illégal de la force", "pillages et exploitation des ressources naturelles", entre 1998 et 2003) : "*Le mérite de ce colloque, c'est qu'il permet de rétablir les faits historiques et de remettre chacun à sa place. C'est au Rwanda de présenter des excuses au Congo et de lui payer des réparations, et pas le contraire comme on essaie de nous le faire croire depuis près de vingt ans.*"

■ **La journaliste canadienne Judi Rever** : "*J'ai fait de mon mieux pour exposer, dans mon livre et dans le magazine* Marianne, *comment les commandos du FPR ont infiltré les milices hutu et ont participé directement aux massacres des Tutsi. C'est un fait historique que le FPR et leurs acolytes veulent nier pour des raisons politiques. C'est le FPR qui nie les crimes contre l'humanité, voire les crimes de génocide commis au Burundi en 1972, au Rwanda contre les Hutu, et au Congo, contre les populations locales et les réfugiés Hutu*" ... Et elle ajoute : "*La reconnaissance des souffrances et des crimes commis par les deux camps est essentielle pour la réconciliation et pour établir une vérité historique.*"

■ **Le politologue Charles Onana** (à partir de ses recherches dans les archives du Conseil de Sécurité de l'ONU) : "*C'est le FPR de Paul Kagamé qui a écrit, entre avril et juin 1994, plusieurs lettres au Président et aux membres du Conseil de sécurité pour exprimer son refus catégorique d'une intervention multinationale permettant de mettre fin aux massacres et au génocide. L'existence de ces lettres de la rébellion FPR est une bombe sur le plan scientifique et elle remet en cause l'histoire officielle, telle qu'elle est racontée depuis vingt-cinq ans.*"

■ **JM Vianney Ndadgijimana**, ancien ambassadeur du Rwanda à Paris : "*Entre juillet et septembre 1994, les troupes du FPR ont massacré 40 000 personnes. Pourquoi ne serait-ce pas un génocide ?*"

■ **Olivier Lanotte**, essayiste belge, docteur en Sciences Politiques : "*La recherche des responsabilités est un exercice délicat, vu la tendance qu'ont certains observateurs d'assimiler trop souvent au négationnisme ceux qui s'engagent sur le terrain miné des crimes du Front Patriotique Rwandais.*"

économiques, à l'œuvre dans cette région du monde, depuis trois générations. Les mines d'étain, de cuivre, de cobalt, de plomb et de zinc du Kivu ne laissent pas indifférentes les Grandes Puissances, mais ce sont surtout les "terres rares", et en particulier le coltan dont on extrait le tantale, métal indispensable à la fabrication des composants électroniques, et dont le Kivu détiendrait 60 à 80% des réserves mondiales, qui constituent un enjeu stratégique, notamment pour les États-Unis.

Et d'aucuns n'ont pas manqué de rappeler que l'homme fort du Rwanda, Paul Kagamé, alors émigré en Ouganda et chef des services de renseignements de ce pays, a bénéficié de plusieurs stages dans les grandes écoles militaires américaines, "cornaqué", à chaque fois, par un officier de la CIA, toujours le même...

Outre les richesses minières, la situation géographique de ces pays au cœur de l'Afrique les place dans une situation stratégique au plan logistique, mais aussi politique : l'influence française - et belge - autrefois importante dans cette région, se voit battue en brèche, non seulement par les Etats-Unis, mais aussi, naturellement, par la Chine et, pour diverses raisons, par Israël.

En tout état de cause, ce colloque controversé a permis de lever le voile sur certains aspects mal connus des tenants et aboutissants de l'histoire récente de de cette région d'Afrique centrale.

La conclusion, on la trouvera en substance dans la réflexion de l'essayiste franco-camerounais Charles Onana. Il rappelle avoir écrit, au terme d'un long travail scientifique, quatre livres sur le Rwanda, les causes du génocide et l'Opération Turquoise. Aucune des informations ainsi publiées n'a été contestée par quiconque, le qualificatif de "négationniste" suffisant à disqualifier leur auteur... ■

NB : Pour consulter les vidéos du Colloque, qui ont déjà fait l'objet de plus de 130 000 vues : *Youtube Afrique des Grands Lacs 60 ans de tragique instabilité.*